



Déclaration liminaire
CAPD du 23 mai 2019

Monsieur le Directeur Académique

Le gouvernement de monsieur Macron, derrière une communication rassurante, impose à nos services publics des réformes pour le moins inquiétantes.

La fonction publique, si sa transformation est validée, va perdre de sa substance. Le Sgen Cfdt réitère son opposition à une contractualisation accrue des agents, à une approche uniquement budgétaire des services publics, et prédit qu'ils perdront en qualité et accessibilité.

L'éducation nationale est également touchée par cette approche quantitative. La mise en oeuvre au pas de charge des réformes (Baccalauréat, Loi Blanquer) impose aux acteurs de l'éducation (y compris à vous, administration) de nouvelles règles sans concertation ni analyse, et une rationalisation des moyens préjudiciable.

Le mouvement intradépartemental risque fort d'en être un exemple funeste : le logiciel national, sensé simplifier la procédure et satisfaire les personnels, montre des signes de fatigue avant même de rendre ses arbitrages. Et même si 99% des enseignants sont nommés à titre définitif, combien le seront sur des postes bien éloignés de leurs premiers vœux ? La stabilité des équipes va obligatoirement en souffrir.

Le communication présidentielle, dictée par des motifs politiques, se fait au détriment de notre profession. L'opinion publique ne peut que saluer les annonces positives de notre Ministre, mais nous savons, nous professionnels, la réalité cachée derrière :

- « une évolution positive des résultats entre les évaluations de septembre et celles de janvier » ? Est-ce une conséquence de la politique ministérielle ou plutôt du travail quotidien des enseignants de CP durant 4 mois ?
- la "distribution de petits déjeuners en zone sensible" ? Quel financement ? au détriment de quel temps d'apprentissage ? quels personnels pour approvisionner, préparer, servir ?
- la "limitation à 24 élèves dans les GS, CP, et CE1 ? "... Bonne mesure si elle ne se faisait pas à moyen humain constant, donc en surchargeant les autres classes.

Notre métier souffre, monsieur le Directeur Académique. Il souffre autant des difficultés inhérentes à la gestion de classe que des coups portés par un pouvoir politique libéral aux services publics.